



## Communiqué unitaire CGT-FSU-Solidaires-UNSA de Loir et Cher

### 1<sup>er</sup> mai : confiné·es, masqué·es mais pas baillonné·es !

Depuis des semaines, voire des mois, la pandémie du Covid-19, a contraint des millions de personnes de par le monde à vivre confinés. C'est donc ainsi que nos organisations préparent le 1<sup>er</sup> mai 2020 pour faire entendre la voix du monde du travail. Car oui, ce 1<sup>er</sup> mai sera plus que jamais la journée internationale de lutte des travailleuses et des travailleurs pour leurs droits !

En effet, la crise sanitaire que nous traversons a démontré que ce ne sont pas les « premiers de cordée » qui font fonctionner le pays mais bien les travailleur·ses tant décriés ces derniers mois par le gouvernement et les tenant·es du libéralisme : les fonctionnaires, les « petites gens », les feignant·es, les privilégié·es mais surtout les oublié·es et les invisibles de nos sociétés.

En 1<sup>er</sup> lieu, l'ensemble des personnels de santé qui, malgré la surcharge de travail, les fermetures de lits et le manque de moyens qu'ils et elles dénoncent depuis plus d'un an par la grève des urgences et plus largement des autres services, a su faire face pour accueillir les malades de plus en plus nombreux.

Mais tout autant, les salarié·es, souvent des femmes, du commerce, de l'aide à la personne, du nettoyage, de l'action sociale et du paramédical, mais aussi les routier·es, les salarié·es des entreprises qui ont continué à fonctionner dans notre département, au moins en partie, pour parfois des salaires au strict minimum.

Ou encore l'ensemble des agent·es de la Fonction publique d'État et de la territoriale qui ont assuré leurs missions et la continuité du service public, soit dans les services, soit en télétravail, souvent avec leurs propres matériel et moyens de connexion (comme les personnels de l'éducation), et ce, dans un contexte de réforme générale des politiques publiques qui ont engendré des suppressions de postes, la fermeture de services et la hausse de la précarité, etc.

Bref, toutes celles et tous ceux qui travaillent au service de la population. Ils et elles l'ont fait bien souvent au risque de leur santé, voire de leur vie car l'État n'a pas été en capacité, et ne l'est toujours pas, d'assurer les mesures minimales de protection malgré les grands discours de Macron ou de ses ministres. Au nom de la sacro-sainte « vie économique » ces derniers ont refusé de reconnaître l'absence ou le manque de masques, de gel hydroalcoolique, de surblouses, de mesures de distanciation, de tests, tout comme ils ont refusé de faire la liste des activités essentielles au pays, pour qu'un maximum de salarié·es reste au travail. Les profits toujours avant nos vies !

Les paroles de reconnaissance du gouvernement ne sont pas suivies d'actes forts. Les mots sont évidemment insuffisants pour exprimer notre colère et notre détermination à faire changer les choses.

Ce 1<sup>er</sup> mai 2020, bien que confiné·es, nous porterons des revendications qui sont plus que jamais d'actualité car les applaudissements et les mercis ne suffisent pas !

#### **Le respect de la santé des travailleur·ses**

Si la « reprise » de la vie sociale, dont le travail fait partie, est une espérance, une nécessité pour beaucoup d'entre nous, (et pour d'autres de remettre leurs profits à l'ordre du jour), cela ne peut se faire sans la garantie la plus absolue de la sécurité de chacun, chacune, ainsi que celle de ses enfants. La santé, la sécurité, le droit de retrait, celui de grève, le droit syndical doivent être respectés !

### **Le respect du droit et du Code du travail**

Nos organisations refusent que les droits des travailleur·ses soient sacrifiés sur l'autel de l'économie : semaine de 60h, perte des congés ou de RTT imposée dans le privé par des accords d'entreprises et dans la Fonction publique par l'ordonnance du 15 avril y compris pour les personnels en télétravail, travail dominical étendu, passage en 12h00 dans les services de soins, abus sur le télétravail ne sont pas légitimes et ne doivent pas durer ! Les ordonnances doivent être abrogées au plus vite !

### **Le respect du travail effectué**

Ce n'est pas une prime donnée au bon vouloir des patron·nes ou de l'employeur public, une aide ponctuelle aux plus modestes qui suffiront aux travailleur·ses. Nos organisations revendiquent de vraies revalorisations salariales, l'égalité salariale femmes/hommes, la hausse du SMIC à 1800 €, celle des minima sociaux, le dégel du point d'indice et le rattrapage de la perte de pouvoir d'achat depuis 2000 pour les agent·es de la Fonction publique et les conventions collectives du secteur privé dont les points d'indice sont restés à quai depuis 20 ans.

De la même manière, après une vie passée au travail, elles revendiquent la hausse des retraites et leur indexation sur les salaires.

La précarité doit cesser d'être une variable d'ajustement pour le patronat pour mettre les travailleur·ses en concurrence les un·es avec les autres. C'est pourquoi nos organisations revendiquent des emplois stables et qualifiés en CDI pour toutes et tous ainsi que la titularisation des précaires dans la Fonction publique.

### **Le respect des conquits du Conseil National de la Résistance pour une société d'égalité et de solidarité**

Nos organisations continuent de revendiquer l'abrogation des réformes de la retraite par points, de l'assurance chômage et de la Fonction publique qui mettent à mal le socle protecteur de notre société. La sécurité sociale, aujourd'hui comme en 2007/2008, est ce qui permet d'atténuer les conséquences dramatiques de la crise que nous traversons. Plutôt que de chercher à la détruire comme le font les gouvernements successifs pour répondre aux injonctions du patronat, nous devons la renforcer par le biais de la cotisation sociale.

Les services publics de proximité doivent être renforcés : nos organisations revendiquent l'arrêt des fermetures ou fusions de services et exigent la création de postes à la hauteur des besoins de la population. Si la crise a fait la démonstration que l'hôpital et le système de santé publique nécessitent un grand plan d'investissement pour de vrais moyens humains et matériels, il en va de même pour l'ensemble des services publics. De par leur Statut, ils sont les garants de l'égalité de traitement entre les citoyens et citoyennes. Nos organisations revendiquent donc l'abrogation de la Loi de transformation de la Fonction publique qui détruit ce Statut.

**La situation inédite de cette crise du Covid-19, qui peut malheureusement perdurer voire se reproduire, a remis en lumière l'essentiel : ce qui fait le ciment de notre société (un système de protection sociale large tout au long de la vie, des services publics de haut niveau, une industrie forte et souveraine) ne doit pas être sacrifié au profit des appétits de celles et ceux qui prospèrent dans ce système capitaliste !**

**Même confiné·es, nous n'oublions pas, nous ne pardonnons pas ! Le 1<sup>er</sup> mai, manifestons toutes et tous, avec des pancartes, banderoles ou en envahissant les réseaux sociaux (...) et donnons à cette journée une véritable force collective !**

**Le 1<sup>er</sup> mai, et jusqu'au 11, soyons visibles, solidaires, déterminé·es. Nous ne paierons pas la crise générée par des choix politiques d'un système capitaliste mortifère. Pour que le monde d'après soit celui qui transforme la société pour la rendre plus juste et plus solidaire !**

*Blois le 27/04/20*